

Registre des intérêts – Déclaration

Nom : BESSON

Prénom : Brigitte

Groupe/parti : Groupe politique **Le Mont Citoyen** / Parti **Les Vert.e.s Vaudois.es**

- a) Activités professionnelles **(fonction et entreprise)* :
Photographe indépendante. Studio photo à la route de Cugy 19 au Mont-sur-Lausanne.
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune **(conseil d'administration, fondation)* :
Aucune.
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
Aucune.
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Conseillère communale au sein du groupe Le Mont Citoyen.
Membre active au sein du groupe Le Mont Citoyen.
Membre du bureau cantonal des Vert.e.s Vaudois.es.
Membre du comité de la section des Vert.e.s du Nord Lausannois.
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse **(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière)* :
Aucune.
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Membre de l'association Mont-Avenir.
Coanime le groupe Valorisation (ramassage de déchet sur la commune).
Secrétaire et membre du comité de la société d'apiculture du Gros-de-Vaud.
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune :
Aucune.
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
Aucune.

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 14. mars 2023

Signature :



**Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.*

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...